

# L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Production de sacs de jute

### "Africa Jutes Bags" veut investir près d'un milliard de FCFA à la GDIZ

Poursuivant avec son ambition d'un Bénin industriel, le Directeur général de la Société d'investissement et de ... • (Page 09)

## Déséquilibres macroéconomiques

### L'Afrique sur une pente glissante

Les déséquilibres macroéconomiques ont fait un retour en force en Afrique, selon le Fonds monétaire international (FMI). Les situations budgétaires se sont détériorées ... • (Page 11)



## Entrepreneuriat en Afrique

• (Page 03)

# Le financement innovant des femmes préoccupe WIFund-Bénin



Soutien massif du fonds saoudien de développement au PAG2 • (Page 04)

# Construction d'un lycée scientifique de haut niveau et d'une école normale

## Prêts aux salariés d'Etat

### Ecobank Bénin accorde le crédit équipements sur 10 ans

Rembourser son crédit équipement sur 10 ans à Ecobank Bénin, voilà une option désormais possible pour les ... • (Pages 12)

## Accès à l'eau au Bénin

### La Banque mondiale débloque 156,8 milliards Fcfa en faveur des zones rurales

De l'eau potable pour plus de trois millions de personnes en milieu rural. C'est la bonne ... • (Page 02)

## Accord de Paris sur le Climat

### AGF mobilise le secteur privé africain autour de la finance verte

La 6<sup>e</sup> édition de la Conférence internationale sur la finance verte s'ouvre demain mardi 5 juillet 2022 à Cotonou. Initiative d'African Guarantee Fund ... • (Page 10)

## Coopération entre la CCI-Bénin et la CCI-BF

### Echanges entre Arnauld Akakpo et Mahamadi Savadogo

Arnauld AKAKPO, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin), a été reçu le ... • (Page 11)



6<sup>ème</sup> édition

LA CONTRIBUTION DU SECTEUR PRIVÉ AFRICAIN À LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

05 Juillet 2022 09H

Golden Tulip - Cotonou



## Accès à l'eau au Bénin

### La Banque mondiale débloque 156,8 milliards Fcfa en faveur des zones rurales

De l'eau potable pour plus de trois millions de personnes en milieu rural. C'est la bonne nouvelle que la Banque mondiale apporte à la République du Bénin en décaissant le vendredi 1er juillet une somme de 250 millions de dollars, soit 156,87 milliards Fcfa de l'Association internationale de développement (IDA).

• Félicienne HOUSSOU

La Banque mondiale a approuvé un financement additionnel pour permettre au Bénin de poursuivre son vaste programme d'accès à l'eau pour les habitants des zones rurales. Selon le communiqué de l'institution de Bretton Woods, cet appui va permettre d'augmenter l'accès au service d'approvisionnement en eau à travers des branchements à domicile et des bornes-fontaines, et de fournir un service d'eau de qualité assuré par des professionnels. Grâce à ce financement additionnel, 80 nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau en milieu rural multi-villages seront réalisés pour compléter les 126 en cours de réalisation. Cette nouvelle opération axée sur la performance (PforR en anglais) vient consolider le programme d'accès universel à l'eau potable en milieu rural, baptisé « AQUA-VIE ». A terme, le programme AQUA-VIE permettra de couvrir les besoins en eau potable de plus de 3 millions de personnes en zone rurale. Atou Seck, responsable des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin explique que le programme AQUA-Vie a permis au Bénin de faire des progrès importants en matière d'accès des populations rurales à l'eau potable. Ce financement additionnel vient



mettre à l'échelle les réalisations en cours pour l'atteinte de l'objectif d'accès universel à l'eau potable. Il soutient aussi la réforme du secteur de l'approvisionnement en eau en milieu rural afin de garantir un accès durable des communautés à l'eau potable à moindre coût. La mise en œuvre du programme « Aqua-Vie » a déjà contribué à améliorer significativement les systèmes d'approvisionnement en eau en milieu rural au Bénin. En 2022, la couverture moyenne des services en eau dans les zones rurales s'élève à 73 % à l'échelle du pays contre 42 % en 2017. Axé sur la performance, le programme fournit un cadre pour mobiliser des financements publics et privés additionnels en faveur des populations rurales. « Ce financement additionnel est un soutien important au programme d'action du gouvernement 2021-2026 et un boost pour le programme national d'ap-

provisionnement en eau en milieu rural. Cet appui contribuera aux efforts du gouvernement pour rendre disponible l'eau potable sur toute l'étendue du territoire béninois dans un avenir proche », soutient Romuald Wadagni, Ministre de l'Economie et des Finances, Ministre d'Etat. Cette opération est également en phase avec le programme d'action du gouvernement 2021-2026 ainsi qu'avec le cadre de partenariat du Groupe de la Banque mondiale avec le Bénin pour la période 2018-2023. Notons que l'Association internationale de développement (IDA) est l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète. Fondée en 1960, elle accorde des dons et des prêts à faible taux d'intérêt ou sans intérêts en faveur de projets et de programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire la pauvreté et à améliorer la vie des plus démunis.

## AUX DECIDEURS...

### La tragédie de Dubaï Porta Potty

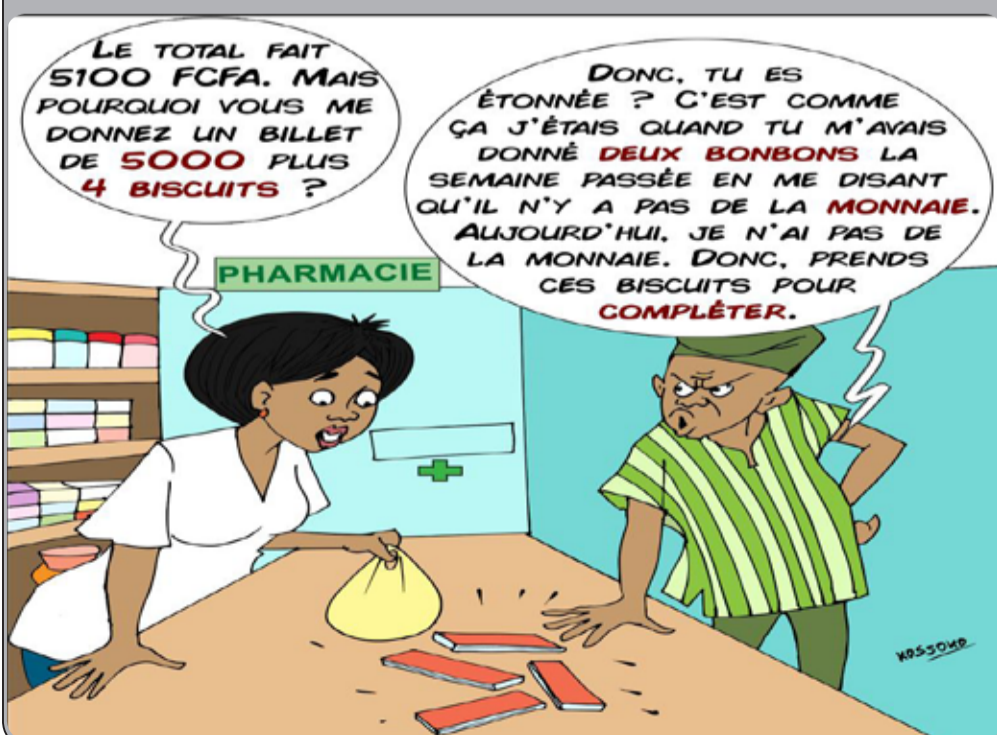
Je ne souhaite pas provoquer des convulsions à ceux qui me liront du fait de la délicatesse du sujet "Dubaï Porta Potty". Je souhaite simplement m'attarder sur la gravité d'un comportement indigne de l'homme et qui relève du fantasme des uns et de la malédiction des autres de se faire déféquer dans la bouche. Quelle abomination ! J'aborde ce sujet certes, qui ne fait plus l'actualité brûlante, mais qui mettra du temps à s'effacer de la mémoire humaine. Ma démarche puise dans le fait qu'il y a des sujets qu'il faut prendre le temps d'analyser, de chercher à comprendre les tenants et les aboutissants à l'effet de les approuver ou de les dénoncer avec froideur. Ainsi du scandale "Dubaï Porta Potty". Courant le mois d'avril 2022, l'humanité a suivi à travers les plateformes numériques des scènes insoutenables de déviance morale et de déchéance humaine. Le scandale a pris le nom de "Dubaï Porta Potty". L'appellation serait anglaise et signifie "chiotte mobile" ou encore "pot mobile ou des toilettes portables" ou simplement "W-C". Dans le contexte du scandale que nous dénonçons, "Dubaï Porta Potty" désigne des femmes qui recueillent dans leur bouche des excréments de riches personnalités résidant à Dubaï. On croit rêver. Et c'est pourtant vrai. Il s'agit d'un traitement inhumain réservé aux influenceuses dans la ville de Dubaï. En clair, ce sont des femmes qui sont traitées de toilettes mobiles. Ce sont des femmes qui sont soumises à des orgies, de la scatophilie et même à des relations intimes avec des animaux comme les chiens, les chameaux de riches hommes. C'est enfin cette pratique humiliante et déshumanisante de trainer à quatre pattes des femmes en leur exigeant des aboiements comme si elles étaient des chiennes. Pourquoi l'humain peut-il chosifier et animaliser son semblable ? Pourquoi l'humain peut-il accepter de se déshumaniser et de récuser sa dignité ? Il s'agit de deux humains influencés diversement par le pouvoir d'argent. L'un manifeste sa puissance économique par le fantasme : l'envie de rendre possible avec son argent ce qui est humainement impossible. L'autre subit l'indignité à la recherche effrénée de billets de banque. Dans cette relation où chacun laisse exprimer sa folie, avouons avec l'écrivain nigérian Chinua Achebe que le monde s'effondre. Le "Dubaï Porta Potty" se révèle comme une industrie structurée pour les initiés. On parle de femmes influenceuses, disons de femmes qui sont parvenues à se mettre sous les projecteurs et qui ont acquis une certaine célébrité. Je ne sais pas si c'est leur morphologie redevable au Créateur-Dieu qui fait d'elles des femmes influenceuses. En effet, celles qui s'attribuent le titre de femmes influenceuses ont généralement une arrière-postérieure provoquante, des cuisses particulièrement développées, une poitrine forte. En somme, de quoi faire frémir un homme qui jouit de toutes ses facultés mentales et de lui faire perdre sa lucidité. Les influenceuses le sont à divers degrés de la générosité du Créateur-Dieu. Il y en a parmi elles qui s'apparentent à des gazelles et qui se font passer pour des influenceuses. D'aucune font du proxénétisme en convoyant aux Emirats Arabes-Unis des centaines de filles nécessiteuses pour la plupart d'origine africaine.

A Dubaï, la capitale des Emirats Arabes-Unis, ce sont des gratte-ciels. Des immeubles dont la contemplation donne de vertige. Ce sont des hôtels de très hauts standings et de luxe insolent. Ce sont des riches dont les coffres forts sont inépuisables. Dubaï a atteint un niveau de développement extraordinaire et spectaculaire. Ce niveau de vie insolent est à l'origine de l'invention du "Dubaï Porta Potty" qui fait des pauvres à la recherche effrénée d'argent et des cupides des assujettis aux riches. Celles-ci n'ont de volonté que servir de WC ou de ramper, ou se livrer à des rapports sexuels avec des animaux ou des enfants de leurs bourreaux. Quelle tristesse !

L'homme est un animal doté de raison. Il n'est donc pas comparable aux bêtes qui elles, savent qu'elles ne doivent pas se régaler de leurs propres excréments. Il est donc insensé que la bouche de l'homme serve de toilettes à l'homme. C'est pourtant la tragédie du Dubaï qui n'a certainement pas encore fini de livrer ses secrets.

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour



## Eco secret

### Afrique de l'Ouest : Le Bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló prend la présidence de la CEDEAO

Le président bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló, 49 ans, a été désigné ce dimanche 3 juillet par ses pairs ouest-africains pour prendre la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO). Le plus jeune chef d'Etat de la région succède ainsi au Ghanéen Nana Akufo-Addo, en poste depuis 2020. « La Guinée-Bissau vient d'entrer dans l'histoire. Pour la première fois, par la main de Son Excellence le président de la République, le général Umaro Sissoco Embaló, notre pays remporte la présidence de la CEDEAO », indique un communiqué de la présidence bissau-guinéenne. « La Guinée-Bissau réalise ainsi un exploit.



## Entrepreneuriat en Afrique

## Le financement innovant des femmes préoccupe WIFund-Bénin

(Un projet de Fonds opérationnel en 2024)

Women Investment Fund Bénin (WIFund-Bénin) a organisé le jeudi 30 juin 2022 à Cotonou, une conférence-débat sur le financement de l'entrepreneuriat féminin. Echanges, discussions, panels ont meublé cette conférence qui a connu la participation des membres de l'organisation, le représentant du ministre d'Industrie et du Commerce et le Directeur adjoint de cabinet du ministère des petites et moyennes entreprises (MPME) qui a procédé au lancement de la conférence.

• Bidossessi WANOU

Faciliter l'accès de WIFund Bénin aux sources de financements nationaux et internationaux pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin au Bénin en vulgarisant d'abord sa vision, sa mission, ses activités ; en sensibilisant les Partenaires techniques et financiers (PTF) sur la nécessité de l'accompagner dans l'atteinte de ses objectifs grâce à la réalisation efficace de ses activités ; exposer les différents types de fonds ou financements innovants disponibles de nos jours pouvant être mis à disposition par les différentes institutions et PTF pour booster l'entrepreneuriat féminin, leurs avantages, les stratégies, les moyens et conditions permettant d'en bénéficier. Ce sont les objectifs de la conférence-débat qu'a initiée à Cotonou, Women Investment Fund Bénin (WIFund-Bénin). « Financements innovants pour l'Entrepreneuriat des Femmes : Stratégies et Opportunité » a été le thème fédérateur de la conférence. Avec des panélistes invités



• Photo de famille

pour entretenir l'assistance, divers pans du thème ont été abordés à savoir : la politique, la promotion de l'entrepreneuriat en général et particulièrement l'entrepreneuriat féminin au Bénin, les stratégies d'appui des PTF, l'expérience d'une initiative pareille en Afrique notamment au Sénégal et les enjeux et défis de l'entrepreneuriat féminin et surtout d'un fonds de promotion. Présidente de WIFund-Bénin,

Christiane Codjo Tossou a expliqué que cette conférence s'inscrit dans le plan d'action de l'association. « C'est pour créer une synergie d'actions avec tous les partenaires afin de réaliser le rêve de l'autonomisation de la femme par l'entrepreneuriat », a détaillé la présidente de WIFund-Bénin. L'intérêt de la femme est intimement lié à l'intérêt de la famille et par conséquent à celui de la nation, croit savoir la présidente de

WIFund-Bénin selon qui, « au minimum, il faut assurer des financements innovants à l'entrepreneuriat féminin (...) Ainsi, nous devons travailler en synergie avec le gouvernement, les PTF, les associations sœurs, les accélérateurs et tout l'écosystème pour aider les entreprises des femmes à mieux se structurer afin d'être prêtes à accueillir les financements participatifs que WIFund capital va leur apporter ». L'initiative

et l'ambition de ce groupe de femmes ont été saluées par le ministre de l'Industrie et du Commerce dont la représentante, Armelle Kanhonou a reconnu la pertinence et a promis apporter tout son soutien à la réussite. « Cet événement qui réunit un parterre de femmes entrepreneures, chefs d'entreprises de notre pays dans un contexte de perturbation des activités économiques et dans un environnement international aussi tendu, témoigne la capacité et la volonté dont vous faites preuve pour orienter et tirer profit de toutes les opportunités qui s'offrent à vous aux fins d'exercer vos activités avec succès », a-t-elle témoigné avant de poursuivre « une association comme la vôtre ne peut rendre service à ses membres qu'au travers de la tenue des événements du genre qui participent au renforcement des connaissances en matière de maîtrise et d'appropriation des dispositifs d'accompagnement ». Il ne peut en être autrement au vu de la place de l'entreprise dans le développement d'une nation. C'est du moins l'avis de

Bruno Anagonou, Directeur adjoint de cabinet représentant le ministre des petites et moyennes entreprises. « L'entreprise constitue un levier stratégique pour le développement de toute nation. Car, c'est elle qui crée la richesse et l'emploi qui sont des vecteurs de stabilité sociale. L'entrepreneuriat est le meilleur moyen de libération du potentiel humain. C'est la véritable clé de l'épanouissement humain et de l'évolution du monde » a-t-il fait savoir. Il a félicité les femmes réunies au sein de WIFund pour avoir vu juste. « Dans l'unité et la complémentarité, chacun jouera sa partition pour le développement et le gouvernement s'y emploie déjà », a confié Bruno Anagonou. « Mécanismes mis en place par le Gouvernement pour accompagner l'entrepreneuriat des femmes » ; « Initiatives et dispositifs d'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin développés par les PTF au Bénin » et « Partage d'expériences : Business model de WIC Sénégal » ont été les principaux sujets d'échanges à cette conférence.



## Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Economie	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Densité de la population	100,17 hbtts/Km <sup>2</sup>	Statistiques mondiales (2018)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)			
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)			
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)			
Taux de natalité			Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité			Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel			Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile			Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation			Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)



## Soutien massif du Fonds Saoudien de développement au PAG2

## Construction d'un lycée scientifique de haut niveau et d'une école normale supérieure

(Des experts du Fonds saoudien à Porto-Novo pour la visite des sites)

Une délégation de cinq experts du Fonds saoudien pour le Développement (FSD) séjourne à Cotonou dans le cadre du financement de la phase 1 du projet de construction d'un lycée scientifique de haut niveau à Porto Novo et d'une école normale supérieure à Parakou. Après des échanges fructueux avec les ministres concernés, le mercredi 29 juin 2022, la délégation a effectué une visite au Lycée Béhanzin de Porto-Novo sur le site devant abriter la construction du lycée scientifique de haut niveau. C'est sous la conduite du Ministre d'Etat Chargé de mission du Président de la République, Dr Zul-Kifl Salami que la visite du site s'est déroulée.

● Abdul Wahab ADO

Le Fonds Saoudien pour le Développement adhère à la vision du chef de l'Etat, Patrice Talon dans le secteur de l'Enseignement technique et la formation professionnelle. C'est dans ce sens que s'inscrit la visite qu'une forte délégation du Fonds saoudien a effectuée à Cotonou dans le cadre des échanges et de l'inspection des sites pour le financement de la phase 1 du projet de construction du Lycée Béhanzin de Porto-Novo et d'une école normale supérieure à Parakou. A l'issue de la visite au Lycée Béhanzin de Porto-Novo conduite par le chargé de mission du président de la République et Administrateur du Groupe de la Banque Islamique de Développement, Dr Zul-Kifl Salami, les membres de la délégation du Fonds Saoudien pour le Développement pour le Bénin sont satisfaits du site retenu pour le projet. Ibrahim Ali Alsayyar, ingénieur et chef de la délégation confie : « Nous sommes ici au Bénin dans le cadre de la visite des projets qui ont été soumis par le gouvernement dans le secteur de l'éducation et particulièrement dans le domaine de la science et de la technologie. Nous avons aussi des requêtes. On nous a envoyé pour procéder à l'évaluation. Après la visite du site qui va abriter le projet, ce site est tout à fait convenable, il est excellent, nous l'avons visité, et nous pensons qu'il est convenable pour l'objectif qu'on cherche à réaliser à savoir la construction d'un lycée très haut et très moderne. Pour ce qui concerne la durée de réalisation de cette première phase qui comprend le lycée scientifique et l'école normale de Parakou, elle est de trois ans y



● Visite du site de Porto-Novo

compris les études d'ingénierie, la construction, les équipements pour boucler le projet ».

Le Chargé de mission du président de la République, Dr Zul-Kifl Salami, précise à cette occasion : « je tiens à remercier les autorités du Fonds Saoudien pour le Développement, qui ont envoyé une délégation dans notre pays dans le cadre de la réalisation d'une vision qui est très chère au chef de l'Etat à savoir, le renforcement de l'enseignement scientifique et de l'enseignement technique dans notre pays au profit du développement économique et social. En effet, lorsqu'on examine la pyramide de la population active, il y a une désarticulation. Beaucoup de Docteurs en haut, des ouvriers au bas de l'échelle, mais entre les deux niveaux il y a la population active, (les agents de maîtrise, les techniciens supérieurs etc.) qui ne sont pas en nombre requis pour pousser à fond le développement du pays. Donc le financement de ce projet vise à rectifier cette situation et permettre le développement accéléré du pays, de poursuivre de façon encore plus productive, sa course pour plus de résultats et de succès. La délégation du Fonds Saoudien pour le Développement est là sur une composante suite à la requête qui a

été formulée par le gouvernement à savoir la construction d'un lycée scientifique de très haut niveau à Porto-Novo au niveau du lycée de Béhanzin, qui est un lycée historique et par la suite la construction d'une école normale supérieure à Parakou. Pour l'instant, ils ont pris toutes les données et ont discuté avec les ministères concernés pour collecter les éléments de base qui leur permettent de formuler le document de projet. Depuis leur arrivée, des échanges très approfondis, riches ont eu lieu, sur la base des questions posées, le travail de base qu'ils ont fait à Riyad avant de venir au Bénin. Ils sont satisfaits des séances de travail organisées et ils ont pris des éléments pour la formulation définitive du projet. Après cette formulation, ils iront dans leur comité pour des opérations puis au Conseil d'administration pour le financement de la construction du lycée scientifique de haut niveau à Porto-Novo et d'une école normale supérieure à Parakou.

#### Satisfaction des autorités du Lycée et de la Mairie de Porto-Novo

Rachad Toukourou, premier Adjoint au maire de Porto-Novo, et représentant le

Maire, est satisfait du projet de construction du Lycée Béhanzin. « Ce projet est le bienvenue pour la capitale politique du Bénin, Porto-Novo. Le projet va soulager les peines des parents. Nous sommes pressés de voir la réalisation du projet et le site proposé cadre bien avec la vision du gouvernement. Le site est propice pour le bloc éducatif et l'administration. Ce que nous sommes en train de constater, c'est que cela respecte les normes souhaitées pour abriter ces infrastructures. Nous pouvons déjà les rassurer de ce que nous allons les accompagner dans tous les sens et faciliter tout ce dont ils auront besoin pour la réalisation de ces infrastructures qui viennent encore régler un tant soit peu les souffrances de nos populations en matière d'éducation. Une école normale, c'est une structure universitaire et la population de Porto-Novo en a besoin. On ne peut qu'accueillir favorablement ce projet. C'est le lieu de remercier le gouvernement. José Hounmenou, Proviseur du Lycée Béhanzin de Porto-Novo a dit toute sa fierté pour le projet de construction de bâtiments dans son établissement. Il faut préciser que le domaine sur lequel seront réalisées les infrastructures est de 7,8 hectares.

#### Le Fonds Saoudien pour le Développement prêt à accompagner le Bénin

Le Chargé de mission du président de la République, Dr Zul-Kifl Salami a donné des précisions sur l'accompagnement du Fonds en faveur du Bénin. « Ce qu'il faut souligner, c'est l'adhésion du Fonds Saoudien à la vision du chef de l'Etat du rôle central de l'enseignement technique professionnel et de l'acquisition des sciences et de la technologie pour le développement. Ceci est d'autant plus important que le Royaume d'Arabie Saoudite a une vision 2020-2030 qui met l'accent sur les ressources humaines, donc ce projet va y contribuer et le Fonds Saoudien a manifesté vraiment sa disponibilité pour accompagner l'Etat dans ce domaine. La durée du projet est de trois ans à partir de cette visite. Ils se mettront au travail dès leur retour pour faire la formulation et l'opérationnalisation va se faire entre les ministères concernés au Bénin et puis la Direction

générale du Fonds Saoudien. Nous tenons, au nom du chef de l'Etat, à remercier le Fonds Saoudien pour avoir dépêché assez rapidement une délégation de très haut niveau composée de jeunes ingénieurs pour la plupart, et des analystes financiers. Donc, ils ont pris la mesure de l'importance du dossier et ils ont contribué par la qualité de leurs questions à l'enregistrement de la formulation du document de projet. Ils ont manifesté leur enthousiasme pour ce site. Le Lycée Béhanzin de Porto-Novo, est toute une histoire qui porte le nom d'un grand et beaucoup de cadres ont été formés ici. Le choix du lycée Béhanzin comme première étape de l'intervention du Fonds Saoudien, est tout un symbole, un choix honorable. On veillera à ce que la construction se passe dans les meilleurs délais suivant les règles de l'art. On veillera également à ce que l'architecture qui sera posée soit une architecture qui porte la vision du chef de l'Etat et de l'ambition du Fonds Saoudien », a confié Dr Zul-Kifl Salami.



● Présentation du site aux experts du fonds Saoudien



● Echanges avec le proviseur et la mairie de Porto-Novo

## Afrique de l'ouest

# La Cedeao lève ses sanctions contre le Mali

Réuni ce dimanche 3 juillet à Accra (Ghana), les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) ont décidé de lever les sanctions économiques, financières et diplomatiques imposées au Mali en début d'année. Il était question, depuis le 9 janvier der-

nier, du gel des avoirs maliens dans les banques centrales et commerciales de la Cedeao dont la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), de la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre le pays et les autres Etats membres de la Cédéao, de la suspension des transactions commerciales

avec Bamako à l'exception des produits médicaux et de première nécessité et du retrait des ambassadeurs de tous les pays membres au Mali. Par ailleurs, le Mali avait été suspendu de toute aide financière des institutions financières de la Cédéao, notamment auprès de la Banque d'investissement et de dévelop-

pement de la Cedeao (BIDC) et de la Banque ouest africaine de développement (BOAD). Ces sanctions avaient été prises par les chefs d'Etat de la région en réponse au calendrier présenté par la junte militaire au pouvoir pour conduire la transition au Mali. Le gouvernement de transition vient, après plusieurs

tractations, d'adopter un chronogramme de 2 ans, contre jusqu'à 5 ans proposés auparavant avant le transfèrement du pouvoir aux civils. Ainsi, durant six mois, le Mali devait subir les effets de ces sanctions qui ont mis l'économie à rude épreuve. Par ailleurs, dans les secteurs bancaires, les banques commerciales sont en défaut de

paiement dans leur majorité, au même titre que l'Etat lui-même sur le marché financier. Lors du sommet, les Etats ouest-africains ont également évoqué d'autres sujets notamment la question sécuritaire au Sahel, la Covid-19 et la transition politique en Guinée et au Burkina Faso.

Financial Afrik



01 BP 882 - COTONOU  
Tél. : +229 21 33 2178 / 21 33 21 63  
Adresse mail : [sante.infos@gouv.bj](mailto:sante.infos@gouv.bj)  
Site web : [www.sante.gouv.bj](http://www.sante.gouv.bj)

MINISTÈRE DE LA SANTÉ  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

N° 0556/2022/MS/DC/SOM/DPAF/SGRHTE/SA Cotonou, le 22 JUN 2022

**COMMUNIQUÉ**

Le Ministre de la Santé porte à la connaissance du public qu'il est mis en place une plateforme dénommée "EMPLOISANTE", destinée à recenser les titulaires des diplômes des professions de la santé en situation de chômage, de retraite et de sous-emplois.

Dans le cadre de l'actualisation du fichier national, un registre numérique d'inscription est ouvert à tous les personnels de santé concernés (*praticiens spécialistes, médecins, infirmiers, sages-femmes, divers techniciens en santé, etc.*) sur la période du 27 juin au 16 juillet 2022.

A cette occasion, le Ministre de la Santé invite les professionnels de santé à s'inscrire massivement sur ce registre à travers le lien [emploisante.gouv.bj](http://emploisante.gouv.bj).

Pour tout renseignement complémentaire, laisser une requête à l'adresse [sante.infos@gouv.bj](mailto:sante.infos@gouv.bj).

  
**Benjamin I. B. HOUNKPATIN**  
Ministre de la Santé

## Droits TV

## Canal+ remporte les diffusions de toutes les coupes d'Europe jusqu'en 2027

Canal+ redevient en France le roi du football européen. La chaîne a annoncé mercredi soir avoir remporté « l'intégralité » des diffusions de la Ligue des champions et des deux autres coupes d'Europe pour la période 2024-2027, un tour de force alors que démarrera en 2024 la nouvelle formule de la C1.

Ce pack comprend donc également la Ligue Europa (C3) et la Ligue Europa conférence (C4) apparue la saison dernière. Le montant de l'appel d'offres n'a pas été communiqué. « Info chaude mercato : Canal+ signe plus de 900 joueurs jusqu'en 2027 ». Par le biais d'un message publié sur Twitter, le président du directoire du groupe Maxime Saada s'est dit « très, très heureux » de l'acquisition des droits de diffusion de l'« intégralité » des coupes d'Europe entre 2024 et 2027.

## Des audiences importantes


Canal+ et BeIn Sports avaient déjà récupéré en 2019 les principaux lots de la C1 pour 2021 - 2024. RMC Sport, diffuseur de la C1 depuis 2018, reste également co-diffuseur jusqu'en 2024. La chaîne cryptée partageait la diffusion de la Ligue Europa et de la Ligue Europa conférence avec W9 et RMC Sports. La diffusion des coupes

d'Europe devrait permettre à la chaîne cryptée de retrouver un peu le sourire : les audiences réalisées la saison dernière « avec plus d'1,6 million de téléspectateurs en moyenne et un record absolu avec un pic à 2,94 millions pour Paris Saint-Germain/Real Madrid » en huitième de finale aller en février dernier, ont été particulièrement conséquentes, a souligné le diffuseur.

Reconnue par le public comme un diffuseur historique du football, Canal+ s'est réjoui de proposer « pour la première fois à ses abonnés, l'intégralité des parcours des plus grands clubs français et européens et encore plus de rencontres grâce au nouveau format de la compétition ». En effet, à partir de 2024, la Ligue des champions nouvelle formule débutera par un mini-championnat de 8 journées avec 36 équipes, contre 32 clubs disputant la phase de groupes sur 6 journées actuellement.

## Une réforme radicale

Deux places additionnelles seront par ailleurs attribuées aux deux meilleures nations européennes de la saison précédente, et un troisième club sera qualifié d'office pour la cinquième nation à l'indice UEFA, actuellement la France. Cette réforme, la plus radicale depuis vingt ans, avait été validée un an après la tempête de la Super Ligue, éphémère projet de compétition privée lancé par plusieurs clubs mutins, dont le Real Madrid et Liverpool, finalistes de la dernière édition. La Ligue Europa et la Ligue Europa Conférence suivront le même modèle que la C1 à partir de 2024. La chaîne cryptée a aussi annoncé la tenue et la diffusion d'un « nouveau tournoi d'ouverture début août » avec le vainqueur de la précédente C1. Canal+ diffuse déjà également, en exclusivité, l'intégralité de la Premier League anglaise jusqu'en 2024/2025.

 **BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.**  
Afrique de l'Ouest  
Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan  
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : [brvm@brvm.org](mailto:brvm@brvm.org)

**ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN**  
Adresse : Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

**COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM**

**Initiation gratuite à la bourse**

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

**Modules de formation**

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation** : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.  
Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

**Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39**

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

## Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal des décideurs**



## Afrique

## La Banque mondiale souligne les avantages de la ZLECAf

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pourrait apporter des avantages économiques et sociaux importants pour la région, en permettant d'augmenter les revenus, de réduire la pauvreté et d'accélérer la croissance économique, selon un nouveau rapport de la Banque mondiale élaboré en partenariat avec le Secrétariat de la ZLECAf.

Une fois entièrement mis en œuvre pour harmoniser les règles d'investissement et de concurrence, l'accord commercial pourrait accroître les revenus régionaux de 9 %, soit 571 milliards de dollars.

## 18 millions d'emplois additionnels

Selon le rapport publié jeudi 30 juin, cet accord permettrait aussi de générer près de 18 millions d'emplois supplémentaires, dont beaucoup seraient mieux rémunérés et de meilleure qualité, les femmes bénéficiant des avantages les plus importants. D'ici 2035, la croissance des emplois et des revenus qui en résultera pourrait contribuer à sortir jusqu'à 50 millions de personnes de l'extrême pauvreté. La mise en œuvre de l'accord commercial entraînerait également des avantages salariaux plus importants pour les femmes et les travailleurs qualifiés. Les salaires des femmes devraient être supérieurs de 11,2 % en 2035 par rapport au niveau de salaire en l'absence de l'accord, dépassant la croissance de 9,8 % des salaires des hommes. «La ZLECAf arrive à un moment critique où la coopération régionale est nécessaire pour faire face aux risques aggravés et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement, afin de soutenir une croissance verte, résiliente et inclusive en Afrique», a déclaré la directrice générale en charge des politiques de développement et des partenariats à la Banque mondiale, Mari Pangestu. Elle a indiqué qu'il « appartient maintenant aux États membres de conjuguer leurs efforts pour faire de la ZLECAf une réalité et bénéficier de ses nombreux avantages, particulièrement de réduire les obstacles au commerce et à l'investissement, de renforcer la concurrence et de veiller à ce que les marchés fonctionnent de manière équitable et efficace grâce à des règles claires et prévisibles ».

**Un PIB combiné de 3,4 trillions de**



Wamkele Mene  
General, AfCFTA Secretariat

dollars

Intitulé « Making the Most of the African Continental Free Trade Area », le rapport élargit le travail effectué en 2020, lorsque la Banque mondiale avait pour la première fois évalué le potentiel économique de la ZLECAf. Dans le cadre de sa première phase, qui est entrée en vigueur en janvier 2021, la ZLECAf éliminera progressivement les droits de douane sur 90 % des marchandises et réduira les obstacles au commerce des services. Le nouveau rapport examine les effets d'un marché commercial plus vaste sur la capacité du continent à attirer les investissements – tant des pays africains que de l'extérieur, – et l'impact économique qui en résulte. Il examine deux scénarios afin d'évaluer les avantages pour un marché de plus de 1,3 milliard de personnes avec un PIB combiné de 3,4 trillions de dollars. Les principales conclusions indiquent que la ZLECAf a le potentiel d'encourager les investissements directs étrangers nécessaires pour que l'Afrique se diversifie dans de nouvelles industries, telles que l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière et les services, et de réduire la vulnérabilité de la région aux cycles d'expansion et de ralentissement des produits de base. Une intégration plus profonde, au-delà du commerce et des mesures de facilitation des échanges, qui harmonise les politiques en matière d'investissement, de concurrence, de commerce électronique et de droits de propriété intellectuelle, pourrait stimuler l'efficacité et la compétitivité du marché, réduire les risques réglementaires et attirer encore plus d'investissements directs étrangers.

**Augmentation des revenus de 9% grâce au commerce**

D'ici 2035, cette intégration augmenterait les revenus de 9 %, soit 571 milliards

de dollars, et permettrait de créer 18 millions de nouveaux emplois, 2,5 % des travailleurs du continent se dirigeant vers de nouvelles industries. Cela permettrait de porter à 50 millions le nombre de personnes sortant de l'extrême pauvreté. Selon le rapport, l'augmentation des IDE pourrait faire croître les exportations africaines jusqu'à 32 % d'ici 2035, avec une augmentation de 109% des exportations intra-africaines, notamment dans les secteurs des produits manufacturés. Avec la réduction des obstacles au commerce et à l'investissement, les secteurs d'exportation susceptibles de connaître la plus forte croissance sont le textile et les vêtements, les produits chimiques, le caoutchouc et le plastique, ainsi que les aliments transformés. Une intégration plus profonde réduirait les coûts du commerce et augmenterait les entrées de capitaux, ce qui stimulerait les exportations des secteurs de services tels que les transports, les communications et l'hôtellerie. «Aujourd'hui, l'Afrique est l'une des régions les moins intégrées au monde, les pays africains commercent davantage avec le monde extérieur qu'entre eux. Cet accord peut aider les pays à simplifier et à harmoniser les procédures de commerce et de transit, à améliorer les infrastructures, le transport et la logistique et à stimuler les flux de marchandises, de services, de capitaux et de personnes qui sont si essentiels au développement», a indiqué le secrétaire général du Secrétariat de la ZLECAf, Wamkele Mene. Pour débloquer ces avantages potentiels en matière de commerce, d'investissement et d'emploi, les pays doivent d'abord conclure avec succès les négociations et chaque pays doit réaliser les objectifs les plus ambitieux du traité. Le rapport met en évidence plusieurs autres domaines que les pays pourraient réformer afin de maximiser les avantages économiques du commerce.

Source externe

## Afrique

## Les importations de vêtements de seconde main en hausse de 28,8% en 2021, à 1,84 milliard \$



Avec 34 % du total des exportations mondiales, l'Afrique subsaharienne est la première destination des vêtements usagés à l'échelle planétaire. Le secteur génère plusieurs millions d'emplois sur le continent, tout au long de sa chaîne de valeur. Les importations africaines de vêtements de seconde main ont enregistré une augmentation de 28,84 % en 2021 pour s'établir à 1,84 milliard de dollars, selon un rapport publié le mardi 28 juin par la plateforme B2B

spécialisée dans le textile-habillement Fibre2Fashion. Intitulé « les vêtements de seconde main en Afrique : Opportunités et défis » (Second-hand clothing in Africa : Opportunities and challenges), le rapport précise que les principaux exportateurs de vêtements usagés vers le continent sont, dans l'ordre, la Chine, l'Union européenne (UE), le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la Corée du Sud. Les exportations chinoises de vêtements d'occasion vers l'Afrique ont augmenté de plus de 131 % en 2021, à 624 millions de dollars. Ce qui fait de l'empire du Milieu le plus grand exportateur de ce type de vêtements vers le continent. L'UE arrive en deuxième position, avec des exportations évaluées à 572 millions de dollars durant l'année écoulée. Le rapport indique d'autre part, que l'Afrique subsaharienne est la première destination mondiale des vêtements de deuxième main, avec des importations totales qui dépassent 1,73 milliard de dollars en 2021 (34 % du total des exportations mondiales). En Afrique du Nord, les importations des vêtements usagés sont estimées à 107 millions de dollars. Au cours de l'année écoulée, le Kenya était le premier importateur africain de vêtements de seconde main, avec 183 500 tonnes. Outre l'accès à des vêtements de marque à des prix abordables, Fibre2Fashion a par ailleurs indiqué que le secteur de la friperie génère plusieurs millions d'emplois sur le continent. D'autant plus qu'il se distingue par une longue chaîne de valeur qui permet de créer des emplois à plusieurs stades : transport, tri, nettoyage, remise en bon état, relookage, vente, location d'espaces de vente, recyclage, fabrication de nouveaux produits de plus grande valeur, etc. Au Kenya par exemple, le secteur très florissant emploie environ 2 millions de personnes. Il représente également une source importante de revenus pour les Etats. Le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie ont augmenté leurs taxes d'importation à 35 % ou à 0,40 dollar par kg sur les vêtements de seconde main. Au Kenya, les recettes fiscales perçues sur les importations des vêtements usagés ont atteint 73,4 millions de dollars en 2021, sans compter les droits de licences commerciales et les autres taxes versées par les divers intervenants dans le secteur.

## Togo-Chine

## Les échanges commerciaux ont augmenté à 3 milliards \$ en 2021

Les réponses apportées par les différents pays à la crise de covid-19 ont plongé le système commercial international dans l'atonie. Avec la levée des restrictions, les échanges ont repris quelques couleurs. En 2021, la valeur des échanges commerciaux entre la Chine et le Togo a rebondi, atteignant près de 3 milliards \$, a annoncé mardi 28 juin, le directeur général des Affaires africaines au ministère des



Affaires étrangères en Chine, Wu Peng. L'officiel chinois, par ailleurs Secrétaire général du comité de suivi du Focac pour son pays, effectuait à Lomé une séance de travail avec son homologue togolais. Selon le responsable, ce montant qui représente « une croissance de 33% », souligne surtout le « grand potentiel de la coopération » entre Lomé et Pékin, qui s'est renforcée ces dernières années, rapporte Togo First. Après une année 2020 marquée par la crise de la Covid-19 et la chute brutale des échanges commerciaux qui s'évaluaient alors à un peu plus de 2 milliards FCFA, l'empire du Milieu a remis le turbo en direction du Togo, à l'instar de ses autres partenaires commerciaux du continent.

## Nigeria

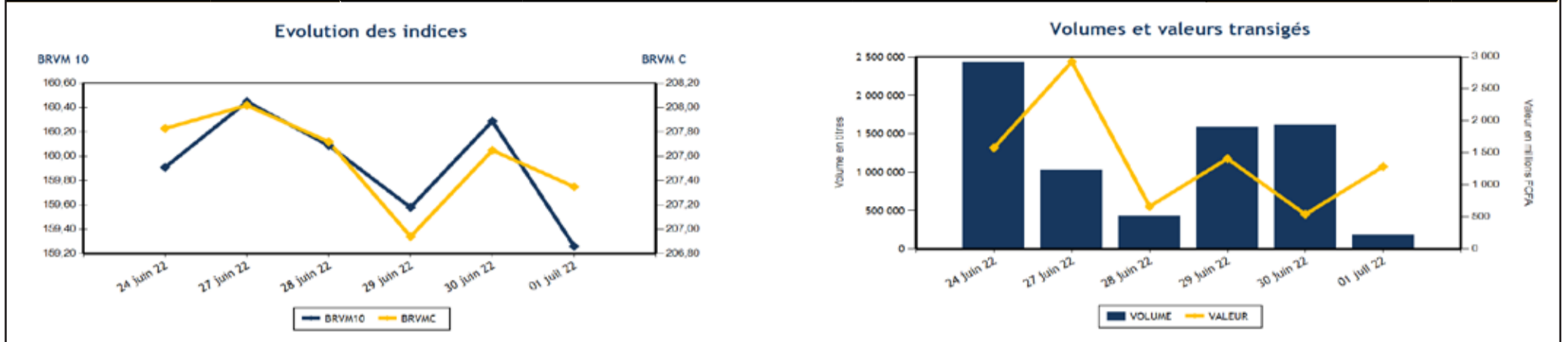
## Le gouvernement a approuvé un accord de licence d'entreprise pour les produits Microsoft

La transformation numérique continue de s'accélérer en Afrique. Le gouvernement nigérian multiplie les initiatives pour faciliter cette transformation et profiter des avantages de l'économie numérique. Le Conseil exécutif fédéral du Nigeria (FEC) a approuvé, le mercredi 29 juin, un accord de licence d'entreprise pour les produits Microsoft à l'échelle du gouvernement. C'est ce qu'a déclaré Femi Adeluyi, assistant technique, Recherche & Développement, auprès du ministre des Communications et de l'Économie numérique, dans un communiqué publié ce jeudi 30 juin. L'accord, apprend-on, est une stratégie de réduction des coûts d'acquisition de logiciels pour le gouvernement. Il sera mis en œuvre par l'Agence nationale de développement des technologies de l'information (NITDA), sous la supervision du ministère fédéral des Communications et de l'Économie numérique. Avec ce nouvel accord, le gouvernement pourra acheter en gros toutes les licences de produits Microsoft et les vendre aux institutions publiques fédérales, en cas de besoin. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement fédéral nigérian «pour maintenir le coût des projets informatiques à des niveaux supportables».

Ecofin du 04 Juillet 2022



<b>BRVM 10</b>	<b>159,26</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 125 <b>vendredi 1 juillet 2022</b> Site : www.brvm.org	<b>BRVM Composite</b>	<b>207,35</b>
Variation Jour	↓ -0,64 %		Variation Jour	↓ -0,14 %
Variation annuelle	↑ 3,75 %		Variation annuelle	↑ 2,51 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 241 628 257 692	-0,15 %
Volume échangé (Actions & Droits)	74 819	-95,32 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	195 904 561	-52,67 %
Nombre de titres transigés	40	-2,44 %
Nombre de titres en hausse	15	0,00 %
Nombre de titres en baisse	10	-33,33 %
Nombre de titres inchangés	15	36,36 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 758 658 959 900	0,03 %
Volume échangé	108 759	753,61 %
Valeur transigée (FCFA)	1 090 728 050	754,93 %
Nombre de titres transigés	8	-20,00 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	5	-37,50 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 295	7,47 %	-22,92 %
SETAO CI (STAC)	1 495	7,17 %	104,79 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 685	5,97 %	-3,71 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 750	5,78 %	-10,71 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 600	5,56 %	-9,68 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	4 290	-5,71 %	-10,34 %
SOE CI (SDCC)	5 000	-4,94 %	16,41 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 700	-2,56 %	-7,84 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	865	-1,70 %	-27,31 %
TOTAL CI (TTLC)	2 345	-0,42 %	11,67 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	115,31	0,26 %	4,72 %	3 974	16 416 895	27,91
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	465,96	-0,36 %	3,81 %	12 238	54 770 505	9,43
BRVM - FINANCES	15	76,44	-0,25 %	-0,89 %	40 388	88 424 291	7,40
BRVM - TRANSPORT	2	401,37	-0,30 %	-35,48 %	974	1 602 460	6,42
BRVM - AGRICULTURE	5	341,62	0,11 %	40,41 %	8 061	12 078 265	7,18
BRVM - DISTRIBUTION	7	380,81	0,08 %	-6,53 %	9 161	22 580 560	28,73
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 844,65	7,17 %	104,79 %	23	31 585	17,95
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	9,92	
Ratio moyen de satisfaction	13,24	
Ratio moyen de tendance	133,42	
Ratio moyen de couverture	74,95	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	6,09	
Nombre de SGI participantes	25	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,34	
Taux de rendement moyen du marché	6,21	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,62	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 262 623,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 584 830 937,39	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire  
 Avenue de la République - Abidjan  
 Tél : (229) 21 31 35  
 Fax : (229) 21 31 35



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire  
 Avenue de la République - Cotonou  
 Tél : (229) 20 30 87  
 Fax : (229) 20 30 87



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire  
 Avenue de la République - Lomé  
 Tél : (229) 20 31 35  
 Fax : (229) 20 31 35



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire  
 Avenue de la République - Ouagadougou  
 Tél : (229) 20 31 35  
 Fax : (229) 20 31 35



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire  
 Avenue de la République - Niamey  
 Tél : (229) 20 31 35  
 Fax : (229) 20 31 35



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire  
 Avenue de la République - Bamako  
 Tél : (229) 20 31 35  
 Fax : (229) 20 31 35



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire  
 Avenue de la République - Dakar  
 Tél : (229) 20 31 35  
 Fax : (229) 20 31 35



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire  
 Avenue de la République - Conakry  
 Tél : (229) 20 31 35  
 Fax : (229) 20 31 35

**BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org



Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel  
 allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202  
 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com



Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71



BOA CAPITAL SECURITIES  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121



SOCIETE DE BOURSE  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
 contact@agi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316065



AFRICABOURSE  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36



BIIC Financial Services  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dapokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgjbs@biic-financialservices.com

**Quelques pharmacies à Cotonou**

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	
18	SAINTE GABRIEL	95605656	8EME
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

**Jours du marché Dantokpa**

<b>Jun 2022</b>
<b>Vendredi 3 Juin 2022</b>
<b>Mardi 7 Juin 2022</b>
<b>Samedi 11 Juin 2022</b>
<b>Mercredi 15 Juin 2022</b>
<b>Dimanche 19 Juin 2022</b>
<b>Jeudi 23 Juin 2022</b>
<b>Lundi 27 Juin 2022</b>

**Taux de change**

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	619,8
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	760,86
Naira (NGN - Nigeria)	1,49
Cedi (GHS - Ghana)	78,14
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	39,08
Yen (JPY)	4,57
Yuan (CNY)	92,64
Rouble russe (RUB)	11,61
Franc Suisse (CHF)	648,13
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	7,9
Droits de tirage spéciaux (FMI)	829,16
Or (XAU)	1130235,9
Argent (XAG)	13096,32

**Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés**

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 28/06/ 2022

**Cours des matières Premières Mardi 28 Juin 2022**

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.824,55	-5,75	-0,31%	20:52:06
XAU/USD		1.823,46	-4,07	-0,22%	20:52:12
Argent	Sept 2022	21,148	-0,011	-0,05%	20:52:06
Cuivre	Sept 2022	3,7572	+0,0127	+0,34%	20:52:01
Platine	Oct 2022	901,45	-1,85	-0,20%	20:52:10
Palladium	Sept 2022	1.858,53	+4,23	+0,23%	20:52:10
Pétrole brut WTI	Août 2022	109,44	+1,82	+1,69%	20:52:10
Pétrole Brent	Sept 2022	110,79	+1,69	+1,55%	20:52:10
Gaz naturel	Août 2022	6,579	+0,298	+4,74%	20:52:05
Fioul	Août 2022	4,1187	-0,1261	-2,97%	20:52:10
Essence RBOB	Août 2022	3,7231	-0,0586	-1,55%	20:52:10
Gasol Londres	Juill 2022	1.251,62	-44,38	-3,42%	20:52:11
Aluminium		2.494,00	+42,00	+1,71%	19:20:03
Zinc		3.320,50	-19,00	-0,57%	19:29:13
Nickel		22.938,00	+810,00	+3,66%	19:59:33
Cuivre		8.363,00	+38,00	+0,46%	19:29:57
Blé américain	Sept 2022	919,10	-17,90	-1,91%	20:20:01
Riz Paddy	Sept 2022	16,415	+0,005	+0,03%	20:19:58
Maïs américain	Juill 2022	743,25	-7,00	-0,93%	20:19:58
Soja américain	Août 2022	1.531,00	+10,25	+0,67%	20:19:59
Huile de Soja américaine	Déc 2022	65,86	+0,91	+1,40%	20:19:55
Farine de soja	Déc 2022	393,35	+2,65	+0,68%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,05	-4,00	-4,08%	20:19:00
Cacao américain	Sept 2022	2.399,00	-33,00	-1,36%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	222,20	-1,05	-0,47%	19:30:06
Café de Londres	Sept 2022	2.039,00	+12,00	+0,59%	18:29:37
Sucre américain	Oct 2022	18,26	-0,05	-0,27%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	165,80	+4,55	+2,82%	20:00:00
Bétail	Juin 2022	136,35	+1,00	+0,74%	20:02:49
Porc	Juill 2022	110,13	-0,80	-0,72%	20:04:58
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,19	-0,66	-0,38%	20:05:07
Bois de construction	Juill 2022	611,70	+3,10	+0,51%	20:37:23
Avoine		508,00	-33,10	-6,12%	20:20:01

**Prix des produits hydrocarbures et gaz**

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasol	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 28 Juin 2022

**Les marchés locaux qui s'animent par huitaine**

Départements	Lieux	Noms	Jours		
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche		
	Ségbana	Ségbana	dimanche		
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi		
	Malanville	Malanville	samedi		
	Karimama	Karimama	vendredi		
		Matéri	Matéri	jeudi	
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi		
Cobly		Cobly	mercredi		
		Gaouga	Gaouga	mardi	
	Kassoua	Kassoua	mardi		
	Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
Agoué		Agoué	mercredi		
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche		
	Massi	Massi	dimanche		
	Agouna	Agouna	mardi		
	Ikèmon	Ikèmon	Ikèmon	mercredi	
		Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
			Bembéréké	Bembéréké	jeudi
Kalalé	Kalalé		jeudi		
Tchaourou	Tchaourou		lundi		
Collines	Tchikandou	Tchikandou	mardi		
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi		
	Sokka	Sokka	mercredi		
	Parakou	Azeke	samedi		
	N'Dali	N'Dali	samedi		
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi		
	Donga	Bénin	Bénin	jeudi	
		Tokotoko	Tokotoko	lundi	
		Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche	
		Ouessè	Ouessè	jeudi	
		Gobada	Gobada	lundi	
		Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi		
	Glazoué	Glazoué	mercredi		
	Lahotan	Lahotan	mercredi		
	Bénin	Bénin	jeudi		



## Production de sacs de jute

**"Africa Jutes Bags" veut investir près d'un milliard de FCFA à la GDIZ**

La Société d'investissement et de promotion de l'industrie (SIPI-Bénin) et la société Africa Jutes Industries ont procédé, jeudi 30 juin 2022, à la signature d'un contrat d'installation dans la zone industrielle de Glo-Djigbé.

● Sylvestre TCHOMAKOU

La liste des investisseurs de la Zone économique de Glo-Djigbé s'allonge. Après les Britanniques qui se sont annoncés pour très bientôt, une usine de fabrication de sacs de jute, d'une capacité de production de 25 millions par an, s'installe au sein de la zone industrielle de Glo-Djigbé Zè (GDIZ). La signature dudit contrat a été effective le jeudi 30 juin 2022, entre le directeur de la société Africa Jutes Industries et le DG de la Société d'investissement et de promotion de l'industrie (SIPI-Bénin), Létondji Béhéton. Avec ce contrat qui intervient après tant d'autres, l'objectif de la SIPI-Bénin est de faire



de la GDIZ, un écosystème respectueux de l'environnement qui rendra l'Afrique de l'Ouest autosuffisante sur tous les aspects de la transformation des produits

agricoles du Bénin. « Grâce à ce partenariat signé avec Africa Jutes Bags, la GDIZ deviendra un acteur incontournable dans la production d'emballages Made in

Benin, biodégradables, recyclables et adéquats pour le secteur agricole sur le plan national et international », a fait savoir Létondji Béhéton, DG SIPI-Bénin.

A en croire le communiqué de presse de la SIPI-Bénin, 30ème entreprise à investir dans la GDIZ avec un investissement estimé à près d'un (1) milliard de FCFA, Africa Jutes Bags installera l'une des plus grandes usines de sacs de jute d'Afrique dans la GDIZ, s'étendant sur 2 (deux) hectares. L'unité, explique le communiqué, réduira considérablement la dépendance de l'Afrique de l'Ouest en ce qui concerne les sacs de jute importés d'Asie. Il s'agit, précise le communiqué, d'une usine de fabrication de sacs de jute qui s'intègre parfaitement dans cet écosystème en cours de développement. « Les fils de jute seront importés du Bangladesh et serviront au tissage des sacs de jute dans la zone. Ces

sacs seront ensuite fournis aux producteurs à travers le Bénin pour la collecte de noix de cajou. A la fin de la collecte, ces sacs seront acheminés vers la zone, reconditionnés et réutilisables la saison suivante. Jute Bags sera également disponible pour le cacao, le riz, l'oignon et d'autres produits agricoles à travers l'Afrique de l'Ouest. Africa Jute Bags générera plus de 1000 (mille) emplois directs et indirects au Bénin », a souligné la SIPI-Bénin dans le communiqué de presse. Du reste, ce nouvel investissement dans la zone économique, confirme selon les responsables de la zone économique, la confiance que les investisseurs locaux et internationaux accordent à GDIZ.

**HOROSCOPE finance**

**Bélier** Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

**Taureau** Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

**Gémeaux** Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

**Cancer** Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

**Lion** Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

**Vierge** Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

**Balance** Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

**Scorpion** Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

**Sagittaire** Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

**Vendredi 1er Avril 2022**

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

**Capricorne**

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

**Verseau** Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

**Poissons** Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclavage" (Publilius Syrus).

**L'économiste**

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkòdjì zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

**Directeur Général**

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

**Assistant du Directeur Général**

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

**Secrétaire caissière**

Ella Viviane HOUHEMEGAN (97 14 85 43)

**Directeur de publication**

Jules AFFODJI

**Rédacteur en chef**

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

**Secrétaire de rédaction**

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

**Rédacteurs**

Nestor DEHOUNDJII  
Félicienne HOUËSSOU  
(96 92 43 46)

Bidosessi WANOU  
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU  
Hubert DOSSOU  
Falco Vignon

**Raoul Gandaho**

(Correspondant Ouémé Plateau)

**Mouhamed Bouhari SAÏDOU**

(Br. Borgou/Alibori)

**Jules Daniel Mahuto**

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

**Directrice commerciale**

Rigel BATCHO  
(69190880)

**Graphiste**

Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)



## Pharmacopée et médecine traditionnelle au Bénin

## Un secteur vital en proie aux difficultés

La pharmacopée et la médecine traditionnelle dans notre pays, bien que fertiles, constituent un secteur encore à la traîne. Les acteurs, lors de la célébration de la 21<sup>ème</sup> Journée nationale de la pharmacopée et de la médecine traditionnelle, l'ont évoqué. C'était le mercredi 29 juin dernier, dans la salle de conférence de la Direction départementale de la santé (Dds), sise à Abomey.

Ce qui fait la fierté de tout un peuple ailleurs est dans la poubelle chez nous. Il n'y a rien de plus recommandé que l'utilisation et la consommation de la nature. Les praticiens de la médecine moderne ne nous diront pas le contraire car, ils disent souvent à leurs patients que les médicaments sont bons. Mais attention ! Il ne faut pas en abuser puis qu'ils contiennent des substances nocives qui créent des effets indésirables et des complications chez bon nombre de personnes. Or, la nature a tout donné à l'humanité. Les feuilles, les plants et leurs dérivés. C'est bien sûr la pharmacopée. Chaque pays devrait y travailler et en faire sa médecine traditionnelle pour la santé de ses citoyens. Au Bénin, compte tenu de notre position géographique, notre pharmacopée est une mine d'or, malheureusement inexploitée. Nicolas Gassan, le représentant du DDS/Zou, à cette journée l'a souligné d'un trait. « De nos jours, il n'est plus question d'opposer la médecine traditionnelle à la médecine occidentale », lance-t-il et se justifie. « Dans le contexte des soins, les deux peuvent se compléter harmonieusement et il convient d'utiliser les meilleures caractéristiques pour compenser les points



faibles de chacune ». Il poursuit en évoquant les raisons qui confirment sa position. « Pour de milliers de personnes, la médecine traditionnelle représente la principale source de soins, parfois la seule qui soit à leur portée. Il s'agit en effet d'un soin de proximité qui est accessible. Les Praticiens de la Médecine Traditionnelle (PMT) sont des membres bien connus de la communauté à la fois respectés et jouissant de la confiance du public pour leurs compétences. On en déduit que cette forme de soins permet assurément de répondre à un réconfort, de traiter de nombreux maux et de réduire la souffrance des populations ». Les pays dans lesquels l'heure de la révolution a sonné ont très tôt compris qu'il faut s'appuyer sur ce qu'on a. Le représentant du DDS n'a pas occulté cet aspect. « Dans de nombreux pays, les dirigeants ont réussi à associer les deux systèmes. Dans les pays où ce système est bien organisé, la médecine traditionnelle est intégrée et offre une panoplie de soins aux populations ». La médecine traditionnelle a donc beaucoup à offrir. Et c'est indéniable. Il suffit de la volonté politique et l'accompagnement nécessaire pour susciter le déclin.

« La médecine traditionnelle est intégrée et offre une panoplie de soins aux populations ». La médecine traditionnelle a donc beaucoup à offrir. Et c'est indéniable. Il suffit de la volonté politique et l'accompagnement nécessaire pour susciter le déclin.

#### Au Bénin, qu'elle est la couleur du tableau ?

Au plan national, le tableau est clair sombre. Et pour cause. Les acteurs sont encore à la phase organisationnelle. « Les autorités, en l'occurrence le ministre de la santé et notre coordination nous ont permis de doter le secteur d'un cadre réglementaire avec une loi assortie de deux décrets d'application qui définissent l'identité des PMT, leurs rôles et leurs prérogatives », reconnaît Gabriel Salavi, président de l'Association Nationale de la Pharmacopée et de la Médecine Traditionnelle du Bénin (Anaphametrab). Ce n'est qu'après, ils vont instituer leur ordre comme c'est le cas chez les pharmaciens

et les médecins. Commence ensuite le travail technique et scientifique que va nécessiter les recherches des uns et des autres puis suivront les autres étapes parce que « il est obligatoire de travailler pour améliorer selon les normes réglementaires dans le but de parfaire la médecine traditionnelle pour son efficacité et son innocuité. Efficacité parce qu'elle doit être la solution recherchée par la population. L'innocuité parce que nous ne devons pas guérir une maladie et en créer mille autres », selon Gabriel Salavi. Autrement dit, la pharmacopée béninoise est encore à l'étape embryonnaire puisque ses acteurs continuent de travailler avec des méthodes rudimentaires. Ils en sont eux-mêmes conscients. C'est pourquoi, dans leur chronogramme d'activité, un point d'honneur est mis sur la formation en vue de mettre les membres à niveau. Cependant, Nicolas Gassan estime qu'ils doivent encore retrousser les manches car, « le moment est donc venu d'envisager la médecine traditionnelle comme ressource précieuse qu'il faut respecter et soutenir entend que source potentielle de progrès thérapeutique et de soulagement des populations ». Du côté de l'Etat, les choses n'ont pas évolué outre mesure. « Il convient

de noter que le Plan de développement sanitaire qui oriente les actions du Gouvernement en matière de santé vise en ses objectifs, le renforcement de la collaboration entre les différents acteurs y compris ceux de la médecine traditionnelle », annonce le représentant du DDS. Pour lui, la présente journée instaure un grand pas vers l'atteinte de cet objectif. Les Praticiens de la Médecine Traditionnelle (PMT) ne l'ont pas perdu de vue parce qu'ils l'ont acquise au prix d'une haute lutte. « Nous nous mettons ensemble pour marquer solennellement ce fameux jour qui nous permet de pérenniser notre fertile secteur et vital pour le bien-être de nos populations en matière de soins de santé traditionnels », rappelle le président de l'Anaphametrab.

#### Les difficultés évoquées

Au chapitre des difficultés, deux principales entraves rebutent les PMT. Il s'agit de la vraie unité et le financement. Le président est revenu à plusieurs reprises sur ces deux aspects. C'est donc à croire qu'ensemble dans le navire Anaphametrab l'unité recherchée n'y est pas encore. Un travail de fourmi doit se faire à ce niveau pour remettre les pendules à l'heure. Investi

à la tête de cette auguste assemblée, tel a été son cheval de bataille. Dans son intervention à Abomey, il l'a martelé « Unir tous les PMT pour un but commun. Celui de valoriser la pharmacopée et la médecine traditionnelle au Bénin. Notre équipe s'évertuera dans le rassemblement par amour et par solidarité ». Il ajoute que cette union sera leur première arme en vue de faire du Bénin un pays où les soins de santé traditionnels doivent être une référence. « Nous n'avons pas de moyen pour subsister, pour réussir, pour finaliser nos recherches », clame Gabriel Salavi. Selon lui, leur secteur n'a pas accès au financement public ni aux prêts dans les institutions de microfinance. Par le biais de leur président, les PMT demandent au chef de État, Patrice Talon, de plaider leur cas auprès de ces structures financières afin qu'ils aient accès aux sources de financement adaptés comme les autres acteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche par exemple. Ils attendent aussi du Gouvernement des subventions pour pouvoir poursuivre les études des plantes. En clair, le chemin est encore long.

**Rock Amadji**  
(Correspondant  
Zou-Collines)

#### Accord de Paris sur le Climat

## AGF mobilise le secteur privé africain autour de la finance verte

La 6<sup>ème</sup> édition de la Conférence internationale sur la finance verte s'ouvre demain mardi 5 juillet 2022 à Cotonou. Initiative d'African Guarantee Fund (AGF) sponsorisée par Nordic Development Fund (NDF), la conférence placée sous la Présidence du Ministre d'État, Ministre de l'économie et des finances du Bénin Romuald Wadagni, réunit d'importants acteurs tant privés qu'étatiques.

#### ● Bidossessi WANOU

Contribution du secteur privé africain à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat», c'est sur ce thème que s'ouvre dès demain à Cotonou, la 6<sup>ème</sup> édition de la Conférence internationale sur la finance verte. Selon les organisateurs, « A une époque où les économies sont de plus en plus impactées par le changement climatique, la finance verte qui est l'ensemble des services proposés par les marchés financiers pour investir dans des projets qui visent à réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement apparaît comme un secteur des plus importants ». A cet effet, la conférence sera suivie d'un atelier de formation en vue du renforcement de capacités des chefs de départements risque,

crédit, opérations et exploitation des banques. L'objectif global est de renforcer les capacités des institutions financières afin de financer les projets verts dans un environnement moins risqué. Mauricette Djengué, assistante projet, a expliqué que la finance verte est liée au financement de tout ce qui est projet, activité et qui ne va pas influencer négativement l'environnement. Ainsi, l'AGF met des fonds à la disposition des banques et institutions de microfinance pour leur permettre de financer à leur tour les activités qui ne portent pas préjudice à l'environnement. Selon le Groupe d'Etude sur la finance verte du G20 (G20 GFSG), c'est le financement d'investissements conçus pour générer des bénéfices environnementaux et sociaux. La finance verte représente l'ensemble des services proposés par les marchés financiers pour investir dans des pro-



jets qui visent à réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement. Il s'agit notamment d'un approvisionnement énergétique plus efficace à partir des ressources naturelles, de la réduction de la pollution, de la conservation et de la restauration des écosystèmes, de la protection de la biodiversité, de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la lutte contre

les changements climatiques. Pour atteindre ces objectifs, des capitaux privés seront nécessaires pour combler le déficit de financement dans ce secteur. A l'horizon 2050, les besoins en investissement pour un développement inclusif de l'action climatique sont évalués à 1 500 milliards de francs CFA annuellement. Avec la multiplication des Conférences des parties

(COP), de plus en plus, les investisseurs prennent conscience et affichent leur intérêt pour le sujet. Mais pour une meilleure amélioration des politiques, des outils standardisés sont nécessaires pour créer de la valeur financière pour les investisseurs avec un impact positif sur l'environnement. C'est également à cela que travaille AFG qui mènera des réflexions et explorera de nouvelles pistes durant cette conférence à laquelle prennent part divers acteurs. Les banques, les compagnies d'assurance, les systèmes financiers décentralisés sont les principales cibles.

#### A PROPOS D'AFRICAN GUARANTEE FUND

African Guarantee Fund est une institution financière non bancaire dont l'objectif est de promouvoir le développement économique, d'accroître les créa-

tions d'emplois et de réduire la pauvreté en Afrique en fournissant aux institutions financières des solutions de garantie et un appui au renforcement des capacités, spécifiquement destinés à soutenir les PME en Afrique. African Guarantee Fund a été créé par le gouvernement du Danemark par le biais de l'Agence Danoise de Développement International (DANIDA), le gouvernement espagnol par le biais de l'Agence Espagnole de Coopération et de Développement International (AECID) et la Banque Africaine de Développement (BAD). Les autres actionnaires sont : l'Agence Française de Développement (AFD), le Fonds Nordique de Développement (NDF), le Fonds d'Investissement pour les Pays en Développement (IFU) et la KfW Development Bank. AGF est noté AA- par l'agence de notation Fitch Ratings.

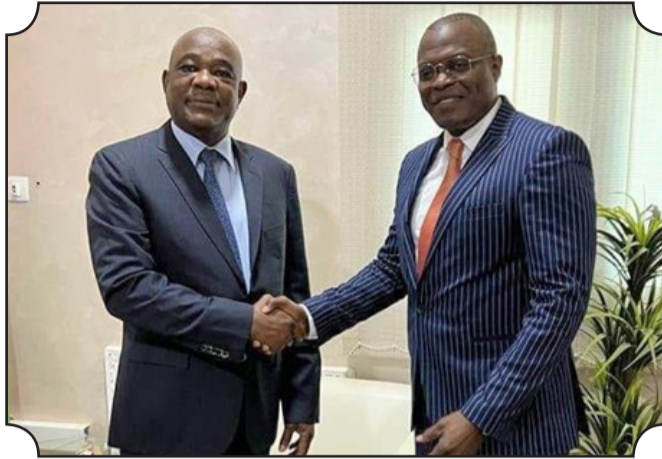


## Coopération entre la CCI-Bénin et la CCI-BF

## Echanges entre Arnaud Akakpo et Mahamadi Savadogo

(Vers le renforcement de la coopération entre la CCI-Bénin et la CCI-BF)

Arnaud AKAKPO, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin), a été reçu le mercredi 29 juin 2022 par son homologue de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF) Mahamadi SAVADOGO. Au menu des échanges, les deux Présidents d'institutions consulaires ont abordé les questions liées aux défis auxquels la sous-région est confrontée. Ils ont en outre évoqué les axes de renforcement de la résilience du secteur privé ouest-africain. Enfin les deux personnalités ont réitéré leur volonté commune de renforcer la



coopération entre leurs deux Chambres de Commerce et d'Industrie. Un déjeuner a été offert par Mahamadi SAVADOGO à Arnaud AKAKPO au cours duquel un cadeau a été donné au Président de la CCI Bénin;

un acte qui traduit les liens d'amitié et de solidarité qui existent entre les deux personnalités, et par ricochet une coopération forte entre les deux institutions consulaires.

Source externe

## Développement marketing des PME

## L'Économiste du Bénin s'ouvre aux entreprises

L'Économiste du Bénin œuvre pour le développement des affaires des petites et moyennes entreprises. Car, quand chaque matin il ouvre sa boutique ou son magasin, un vendeur attend de potentiels acheteurs. Mais où se trouvent donc les clients ? Au bureau ou à leur domicile. C'est ici que peut déjà intervenir la plateforme audio-vidéo "de CHEZ VOUS".

Sans avoir à se lever de son fauteuil au bureau ou de son canapé à domicile, le client peut contacter le vendeur ; échanger et surtout visualiser les produits qu'il recherche.

En quelques minutes vendeur et client peuvent conclure.

## La découverte de la plateforme audio-vidéo

Dans un précédent article, nous avons mentionné que la plateforme est basée sur l'application de visioconférence ZOOM Meeting. Nous n'utilisons toutefois pas l'application dans le sens strict d'une visioconférence ; mais nous l'avons configurée pour devenir un hub clients / vendeurs, permettant ainsi à de potentiels acheteurs d'échanger avec un vendeur et de visualiser les produits qu'ils recherchent.

Le lien d'accès à la plateforme est configuré pour être toujours le même pour les vendeurs et les clients. <https://bit.ly/JeRecherche> Pour l'instant la plateforme est accessible aux heures d'ouverture des marchés et des magasins, soit de 8h

à 20h (heure de Cotonou GMT +1). Pour le client lambda, la plateforme audio-vidéo est facile d'utilisation. Pour les vendeurs, une courte formation de 2 X 45 mns devrait leur permettre de maîtriser les fonctions que nous mettons à disposition. La prestation de la plateforme audio-vidéo ne s'arrête pas là. Nous apportons au vendeur un appui en amont, par l'utilisation d'une formule de hashtag organisé (protégée par droit d'auteur).

Un hashtag organisé va permettre à un client (lors d'une recherche sur un réseau social) de trouver rapidement le produit et le vendeur qu'il recherche.

## La formule de hashtag organisé

Pour celles et ceux qui ne le connaissent pas encore, le hashtag est constitué du symbole dièse (#) puis d'un mot ou d'une courte phrase. Cela permet à la personne qui publie un POST de spécifier la nature du contenu de sa publication pour, à priori, en faciliter la recherche.

Il y a ainsi en circulation sur Internet probablement des milliards de hashtags. Et ils

ne sont aucunement organisés. C'est de là qu'est venue l'idée de pouvoir organiser CERTAINS hashtags.

En conjonction avec une diffusion par le quotidien l'Économiste du Bénin, les hashtags organisés vont propulser les infos de produits et de vendeurs en première page lors d'une recherche sur les réseaux sociaux. Envoyez un mail à [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com), et nous vous enverrons le lien d'accès, le numéro de référence et le mot de passe pour visualiser le Certificat de droit d'auteur.

Dans l'édition du 7-07 du journal, nous publierons un nouvel article avec quelques exemples de hashtags organisés. Et nous évoquerons le potentiel que peut générer cette technologie pour les PME dans nos pays "en développement".

Pour lever un coin du voile, nous dirons simplement que les possibilités sont immenses. Nous sommes reconnaissants à toutes les institutions et sociétés qui nous témoignent leur confiance, et nous font l'honneur d'accompagner l'Économiste du Bénin.

## Déséquilibres macroéconomiques

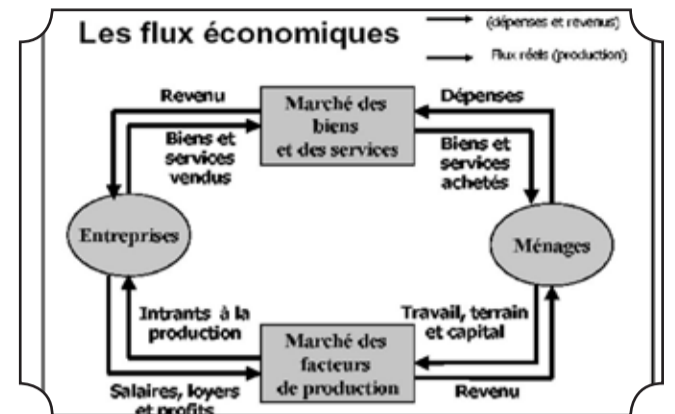
## L'Afrique sur une pente glissante

Les déséquilibres macroéconomiques ont fait un retour en force en Afrique, selon le Fonds monétaire international (FMI). Les situations budgétaires se sont détériorées au cours de la dernière décennie, la dette publique moyenne a doublé progressivement, atteignant environ 60% du Produit intérieur brut (PIB), et l'inflation à deux chiffres est revenue dans plusieurs pays.

● Issa SIKITI DA SILVA

« Le lourd tribut économique imposé par la pandémie et la flambée des prix des matières premières vont rendre les conditions encore plus difficiles. Le risque d'une intensification des émeutes dans les mois à venir est très élevé », a indiqué Abebe Aemro Selassie, directeur du département Afrique du FMI, la semaine dernière. A en croire cet éminent économiste éthiopien, le monde connaît des conditions financières plus strictes et une volatilité accrue des marchés financiers, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les pays endettés, car des emprunts toujours plus coûteux érodent l'espace budgétaire.

« En outre, la fragmentation géopolitique perturbe les flux commerciaux et d'investissement, disloque les chaînes de valeur mondiales et augmente les coûts de production. Et par conséquent, l'Afrique se retrouve sur une voie de divergence économique par rapport au reste du monde », a indiqué Abebe Aemro Selassie, lors de la 13ème conférence Andrew Crockett des gouverneurs des banques centrales africaines à Oxford. Parmi les déstabilisateurs économiques majeurs figurent l'inflation et le chômage, selon l'économiste Nicholas Kaldor. « Le chômage correspond à un décalage entre la quantité d'emplois offerte ou la main-d'œuvre



demandée et la quantité d'emplois demandée ou la main-d'œuvre offerte sur le marché du travail », explique Nicholas Kaldor, cité par le site « The Premières ». L'inflation, poursuit-il, ou la hausse continue et cumulative du niveau général des prix, résulte d'un excès de la quantité de monnaie offerte par les autorités monétaires par rapport à la quantité demandée de liquidités par les agents économiques sur le marché de la monnaie.

## Que faire ?

L'heure des réformes structurelles initiales est venue, a lancé le directeur dans des propos publiés sur le site du FMI. « Parce qu'une croissance forte est le remède le plus critique pour éliminer les déséquilibres et, en particulier, réduire les taux d'endettement. Une économie en croissance signifie une assiette fiscale croissante et un plus grand potentiel de revenus », dit le directeur du département Afrique du FMI. « Pour de nombreux

pays, la croissance devra provenir du secteur privé. Avec une pression budgétaire croissante et une dette croissante, il sera vital pour beaucoup de passer de modèles de croissance dirigés par le gouvernement à ceux du secteur privé. Et cela nécessitera des réformes vitales pour améliorer l'environnement des affaires », a-t-il souligné. Le directeur du département Afrique du FMI a appelé les Etats africains à être plus sélectif pour garantir que les déséquilibres économiques ne nuisent pas de manière disproportionnée aux segments les plus vulnérables de la population. « Les décideurs politiques doivent être plus sélectifs en matière de dépenses et d'investissements. Limiter les inefficacités et le gaspillage grâce à une gestion des finances publiques plus solide (par exemple, des contrôles des dépenses, une gestion des arriérés et des processus d'approvisionnement plus solides) aidera à créer de l'espace et à canaliser les fonds vers les domaines les plus rentables », a renchéri Abebe Aemro Selassie.

## Foot

## La CAN 2023 en Côte d'Ivoire décalée à janvier/février 2024

La prochaine Coupe d'Afrique des nations (CAN 2023) aura lieu en janvier/février 2024, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF) ce 3 juillet à Rabat. Le président de la CAF Patrice Motsepe a mis en avant le climat pour justifier ce report à début 2024, à l'issue d'une réunion du Comité exécutif de l'instance.

De notre envoyé spécial à Rabat, La Confédération africaine de football (CAF) a pris la décision attendue d'organiser la prochaine Coupe d'Afrique des nations (CAN 2023) en janvier/février 2024 plutôt qu'en juin/juillet 2023. Son président Patrice Motsepe l'a annoncé à l'issue d'une réunion du Comité exécutif (ComEx) organisée en marge de la

CAN 2022 féminine, ce 3 juillet à Rabat.

Le Sud-Africain a invoqué le climat en Côte d'Ivoire pour justifier ce décalage. Le patron du foot africain a en revanche assuré que les préparatifs ivoiriens pour cette compétition ne sont pas en cause. « Je dois vous dire que je suis tellement fier du bon

travail réalisé par la Côte d'Ivoire, avec d'excellents progrès, a-t-il déclaré. Le principal problème ici, c'est fondamentalement la pluie, le climat. C'est la seule et unique raison pour laquelle le Comité exécutif de la CAF a décidé de déplacer la CAN en Côte d'Ivoire en janvier/février 2024 ». Il ajoute : « Je pense que cette compétition sera spéciale. »





# PRET EXCEPTIONNEL AUX SALARIES DE L'ETAT PAYABLE EN 10 ANS\*

Avec un prêt d'équipement à durée exceptionnelle de 10 ans, allez plus loin dans la réalisation de tous vos projets.

**C'est le moment.**

Rendez-vous vite en agence ou appelez le **21 31 40 23**

- Mise en place en 72H\*
- Remboursable sur 10 ans\*
- Bénéficiez de produits digitaux bancaires pratiques

\*Offres soumises à conditions

ecobank.com



**Ecobank**  
La Banque Panafricaine